

# **Cahier des charges pour la réalisation d'une étude sur l'opportunité et la faisabilité d'un CFA sur le territoire des Savanes et de la CCOG**

Dans le cadre du Contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour le développement et la modernisation de l'apprentissage en Guyane, signé en octobre 2006, la Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, et le Conseil Régional de Guyane souhaitent lancer une étude sur l'opportunité et la faisabilité d'un CFA sur le Territoire des Savanes et de la CCOG.

Pour rappel, les contrats d'objectifs et de moyens sont l'un des instruments mis en place par la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 afin de développer l'apprentissage. Le principal objectif fixé aux COM par le plan de cohésion social concerne le nombre d'apprentis. Pour la Guyane il s'agit de porter à 400 le nombre d'apprentis au CFA, de doubler l'effectif de l'Institut Consulaire de la Formation (ICF).

Créer un CFA ailleurs que sur Cayenne s'inscrirait dans les objectifs. Les Institutions ont fait le choix de la diversification de l'offre de formation initiale, l'apprentissage est considéré comme une voie de réussite. Le chômage, une démographie galopante, la faiblesse des niveaux de qualification, la jeunesse de la population guyanaise, la nécessité de développer tout le territoire, sont autant d'indicateurs qui obligent à diversifier l'offre de formation et à l'étendre sur tout le Territoire. Un autre CFA **dans une zone délaissée**, permettrait de renforcer l'attractivité de l'apprentissage auprès des employeurs potentiels d'une part, et d'autre part auprès des jeunes et de leur famille.

Le secteur agricole a bénéficié de l'accompagnement du COM pour mettre en œuvre la formation agricole par apprentissage ; trois sections ont vu le jour. Quant à l'ICF, une ouverture de BTS par apprentissage à Saint-Laurent s'est concrétisée en novembre 2009 au regard d'une forte demande des jeunes et des besoins des entreprises de ce Territoire. L'Education Nationale a ouvert au sein d'un EPLE, le lycée Balata, une section d'apprentissage dans le domaine du BTP. A ce jour, les chiffres de l'apprentissage en Guyane sont encourageants.

Tous les cosignataires du COM -Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers, Chambre d'agriculture et l'Education Nationale- se sont investis pour développer l'apprentissage en Guyane. Le COM apprentissage a favorisé le dialogue entre les principaux acteurs de l'apprentissage en Guyane.

Il est important aujourd'hui de passer à une autre phase qui aurait pour but la prise en compte des jeunes non qualifiés de l'Ouest et du territoire des Savanes, l'apprentissage pouvant constituer une autre voie d'accès à la qualification pour une insertion durable.

- **nouvelle génération de COM envisagée, quel positionnement du COPIL ?)**

**L'objectif de l'étude est de mener une approche prospective sur le territoire des Savanes et de l'Ouest dans le but d'accompagner les Décideurs sur la pertinence de l'implantation ou pas d'un CFA dans cette zone géographique. Les données recueillies devront permettre **d'orienter leurs décisions.****

# **I. OPPORTUNITE, état des lieux, diagnostic**

## **1-1 Tissu économique**

Les entreprises (typologie : taille, niveau de formation des salariés, du chef d'entreprise, leurs organisations professionnelles, le secteur public, le secteur agricole, l'artisanat, le commerce, le potentiel de Maîtres d'apprentissage

Les besoins identifiés en termes de compétences, de qualification, de métiers et d'emplois

## **1-2 La formation**

L'offre de formation existante, l'alternance dans la zone, les établissements de formation initiale

Le privé et le public

Les formateurs

Les équipements pédagogiques

Le PRDF

## **1-3 Les jeunes de ce territoire**

Effectifs, niveau de scolarisation, diplômés, sans emploi

Orientation, information, motivation

## **1-4 Les municipalités et collectivités territoriales (CCOG, PNR)**

Intérêt pour le projet, chômage et emploi, plan de développement

## **1-5 Forces et freins**

Structuration des branches professionnelles, concurrence, coûts salariaux, désinformation, contraintes logistiques, THR, réticences ?

Plusieurs nouveaux lycées, plateaux techniques

Perspectives de développement

**Méthodes : recueil de documents, rencontres, enquêtes, réunions de travail**

**Un rendu une fois le diagnostic posé**

## **II.FAISABILITE**

### **2-1 Recensement des besoins des entreprises**

Besoins à court et à moyen termes en main d'œuvre, type de qualification recherchée  
Professionnels favorables au système de formation par apprentissage ? Engagement potentiel des professionnels dans l'alternance (concurrence du contrat de professionnalisation ?)

### **2-2 Recensement des besoins en formation**

Les filières potentielles et les formations correspondantes, pertinence d'ouvertures de formations par apprentissage ? Adaptation des contenus pédagogiques des formations en fonction des besoins locaux et des politiques de développement économique

### **2-3 Recensement des acteurs potentiels**

Education nationale, MLRG, Pôle emploi, RSMA  
Vivier d'apprentis potentiels, leur recrutement ?  
Vivier de MA ?

### **2-4 Politique de l'apprentissage**

Evolution ? Schéma de développement de l'apprentissage dans les années à venir  
Gestion administrative et financière de l'apprentissage par le conseil régional ?

### **2-5 Type de CFA**

CFA départemental, organisme gestionnaire : chambres, associations, établissements scolaires  
Mixage de publics, conventionnement CFA/UFA

### **2-6 Lieux d'implantation**

Kourou, Saint-Laurent ?  
EPLE  
A construire

**Méthodes : recueil de documents, rencontres, réunions de travail**  
**Un rendu une fois le diagnostic posé**

## **III. FINANCEMENT**

### **3-1 La taxe d'apprentissage sur ce territoire**

Poids de la taxe

### **3-2 Le financement Etat**

FNDMA, CDA, COM

### **3-3 Le financement Régional**

FRAP, COM

### **3-4 Autres financements**

Europe, organisme gestionnaire

### **3-4 Budget de fonctionnement du futur CFA**

En fonction des hypothèses de montage

### **3 -5 Budget d'investissement du futur CFA**

### **3- 6 Mise en œuvre**

**Méthodes : recueil de documents, rencontres, réunions de travail**

**Un rendu une fois le diagnostic posé**

## IV. Contexte

- Qu'est-ce qu'un CFA (pas de légitimité juridique)
  - Sur quelles institutions s'appuie-t-on ? Sur une Chambre Consulaire, sur les trois Chambres Consulaires (interconsularité) et/ou l'Education Nationale (budget, plateaux techniques EPLE)  
Qui sera l'organisme gestionnaire ?
  - Environnement économique et emploi
    - la situation dans l'Ouest ?
    - quels secteurs favoriser ? (favoriser les partenariats avec les organisations professionnelles)
    - pertinence et opportunité de la création d'un secteur apprentissage dans l'ouest
- Besoins exprimés par les entreprises (compétences, soutien du projet...)
- Connaissance de la carte formation de l'Ouest et du schéma Régional (sources : Région et Education Nationale), détermination des filières et secteurs professionnels concernés, niveau de formation et certifications à retenir. Le S.A.I.A. (service académique de l'inspection de l'apprentissage).

## V. Orientations

Objectifs prioritaires :

- Nombre d'apprentis visé (leur origine, caractéristiques, orientation/partenariats MLRG, pôle emploi, CIO)
- Maîtres d'apprentissage (combien ?, leur niveau de formation, formation technologique et professionnelle)
- Vivier de formateurs techniques ?
- Quelles filières, niveau diplômes ?
- Lien avec « Cayenne » (conventionnement, échanges de pratiques, administratif, guichet unique ?)
- Lien avec le Conseil Régional (interface C.R sur St- Laurent sur le THR, sur les primes,

## VI. Engagement du consultant

- Calendrier prévisionnel (réunions, bilans intermédiaires et finaux)
- Coût de l'étude
- Prise en charge (cofinancements ?)
- Méthodologie (comment le consultant va-t-il procéder pour réunir les conditions afin de faciliter l'engagement des acteurs ?)
- Liste des acteurs (quelle stratégie face à différentes postures ?)
- Mécanismes mis en œuvre
- Plan opérationnel
- Rédaction d'un dossier d'opportunité et de faisabilité